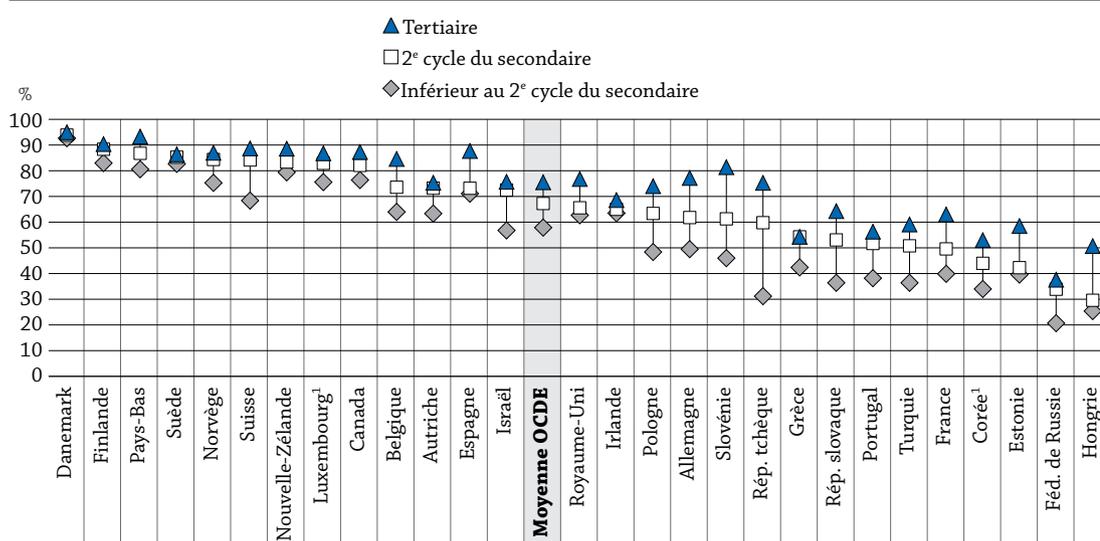


QUELLES SONT LES RETOMBÉES SOCIALES DE L'ÉDUCATION ?

- Dans l'ensemble, les adultes âgés de 25 à 64 ans d'un niveau de formation élevé sont plus satisfaits de leur vie, participent davantage à la vie de la société et ont plus tendance à s'estimer en bonne santé, même après contrôle du sexe, de l'âge et des revenus.
- Dans l'ensemble, les élèves de 8^e année (soit ceux âgés de 14 ans environ) qui ont davantage de connaissances civiques selon l'Enquête internationale de l'éducation à la citoyenneté (*International Civic and Citizenship Education Study*, ICCS) sont plus susceptibles de se rendre aux urnes et d'être favorables à l'égalité entre les sexes, mais pas nécessairement de faire confiance aux institutions civiques.

Graphique A11.1. Proportion d'adultes s'estimant satisfaits de leur vie, selon le niveau de formation (2008)



1. Année de référence : 2009.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du 2^e cycle du secondaire s'estimant satisfaits de leur vie.

Source : OCDE. Tableau A11.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932467697>

■ Contexte

Aller au-delà des indicateurs économiques traditionnels de la réussite, tels que les revenus, l'emploi et le produit intérieur brut (PIB) par habitant pour analyser des aspects non économiques du bien-être et du progrès social, comme la satisfaction que procure la vie, l'engagement civique et la santé, suscite de plus en plus d'intérêt. Des initiatives récentes, notamment la création de la Commission Stiglitz-Sen sur la mesure de la performance économique et du progrès social, et de la Commission des déterminants sociaux de la santé de l'Organisation mondiale de la santé, ont été prises à cause de constats préoccupants : la cohésion sociale n'est pas aussi bonne qu'elle le devrait et les citoyens ne sont pas aussi heureux et en bonne santé qu'ils le méritent. Dans plusieurs pays de l'OCDE, des indicateurs d'engagement civique, comme la participation aux élections, le bénévolat et la confiance interpersonnelle, régressent et ces changements pourraient avoir de lourdes implications sur la qualité des sociétés démocratiques à long terme (OCDE, 2010). La santé publique est une préoccupation majeure dans les pays de l'OCDE : l'augmentation de la prévalence de l'obésité et de la dépression, par exemple, réduit la qualité de vie de nombreux individus et entraîne une hausse des dépenses de soins de santé.

La littérature foisonne d'éléments à l'appui de la corrélation positive entre l'éducation et un éventail d'indicateurs sociaux, dont l'amélioration de la santé, le renforcement de l'engagement civique et la réduction de la criminalité (OCDE, 2007c ; 2010e). Quelques études, dont le nombre va croissant, suggèrent que l'éducation a un impact *causal* positif sur ces retombées sociales (voir, par exemple, Grossman, 2006, au sujet de la santé). Selon d'autres recherches, l'éducation peut être un moyen relativement rentable d'améliorer la santé publique et de réduire la criminalité (voir, par exemple, Lochner et Moretti, 2004).

■ **Autres faits marquants**

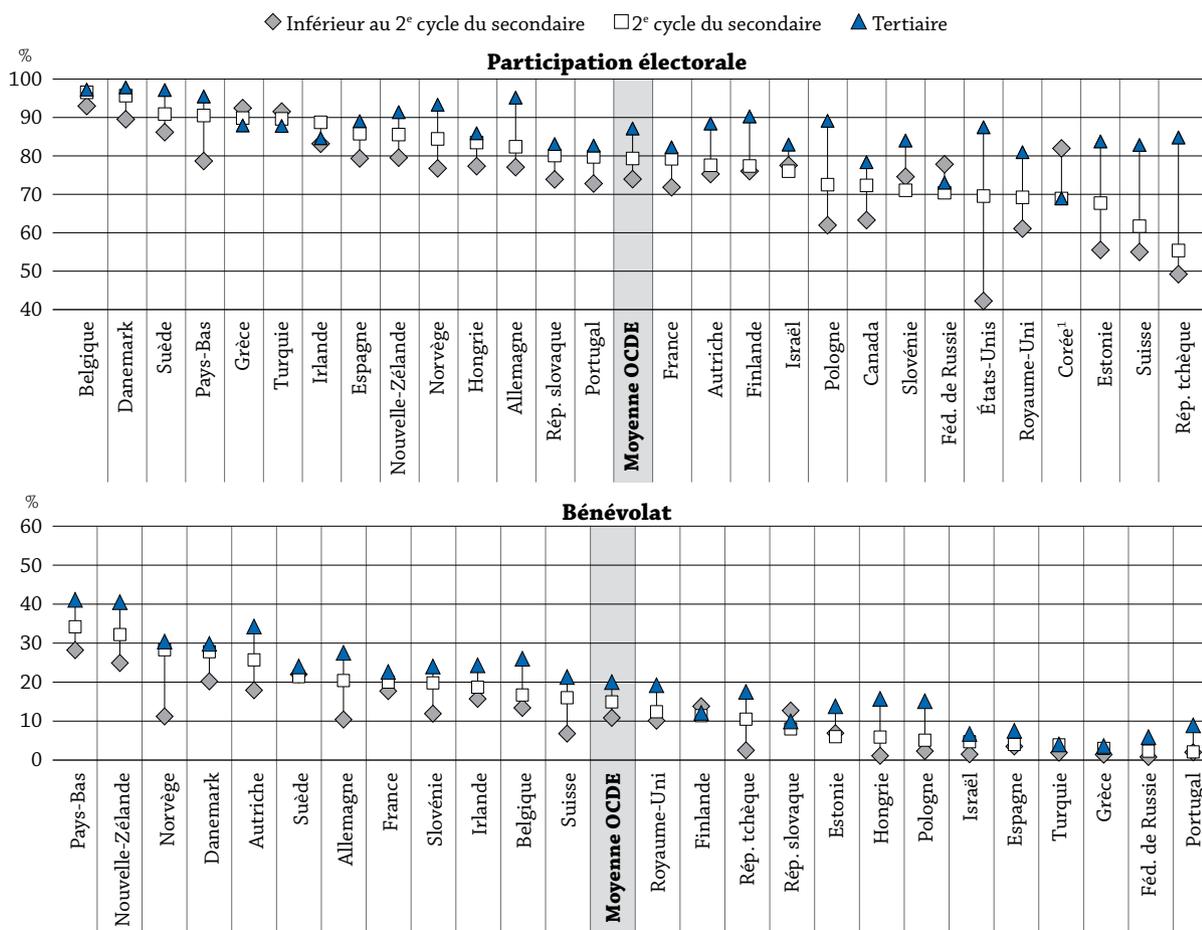
- **Dans l'ensemble, les adultes dont le niveau de formation est plus élevé sont plus susceptibles d'être plus satisfaits de leur vie, de participer davantage à la vie de la société (se rendre aux urnes, s'intéresser à la politique et faire preuve de confiance interpersonnelle) et de s'estimer en bonne santé.** L'engagement des individus dans la vie de la société et leur perception de leur état de santé semble varier selon leur niveau de formation, même après contrôle de l'âge, du sexe et des revenus. Ce constat suggère que l'éducation influe sur ces aspects, car elle améliore les compétences et les facultés, même si l'impact d'autres facteurs en rapport avec les choix éducatifs n'est pas à exclure. La variation de la mesure dans laquelle les individus se disent satisfaits de la vie selon qu'ils sont diplômés du premier cycle ou du deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'explique en partie par la variation de leurs revenus, ce qui donne à penser que l'impact financier de l'éducation joue un rôle dans ce domaine.
- **Dans tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'enquête, les élèves de 8^e année ayant de meilleures connaissances civiques (c'est-à-dire qui connaissent et comprennent les principes et les concepts de la citoyenneté) sont plus susceptibles, une fois adultes, de voter et d'être favorables à l'égalité entre les sexes.** Toutefois, le niveau de connaissances civiques n'est pas nécessairement en corrélation positive avec toutes les retombées sociales. Il apparaît, par exemple, que plus le niveau de connaissances civiques est élevé, moins les élèves sont susceptibles de faire confiance aux institutions civiques au Chili, en Fédération de Russie, en Grèce, en Italie, au Mexique et en République tchèque. Ce constat suggère que **la situation nationale peut influencer sur la façon dont le niveau de connaissances affecte la perception des institutions civiques.**

Analyse

La prudence est de rigueur lors de l'interprétation des indicateurs en rapport avec les retombées sociales à cause des différences potentielles de normes (par exemple, la désirabilité sociale du degré de satisfaction de la vie exprimé par les individus) et de contexte institutionnel (par exemple, les conditions à réunir pour obtenir le droit de vote et le caractère obligatoire ou non du suffrage). Il y a lieu de privilégier l'analyse de la variation *au sein même des pays et non entre les pays* des indicateurs en fonction du niveau de formation et du degré de connaissances civiques.

Graphique A11.2. Proportion d'adultes votant et participant à des activités de bénévolat, selon le niveau de formation (2008)

Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 64 ans, selon le niveau de formation



1. Année de référence : 2009.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du 2^e cycle du secondaire faisant état d'une participation électorale et d'activités de bénévolat.

Source : OCDE. Tableau A11.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467716>

Niveau de formation et retombées sociales

Le niveau de formation est en corrélation positive avec plusieurs types de retombées sociales, comme la participation aux élections, l'intérêt pour la politique, la confiance interpersonnelle, le bénévolat, et la perception de l'état de santé et du degré de satisfaction de la vie (voir les graphiques A11.1 et A11.2, le tableau A11.1, et le tableau A11.4 disponible en ligne). Les corrélations entre le niveau de formation et ces retombées sociales sont positives, dans une mesure statistiquement significative, dans tous les pays qui ont participé à l'enquête, sauf en Corée pour ce qui est de la participation électorale. Au Canada, par exemple, les adultes qui votent lors

des scrutins nationaux ne sont que 63.4 % parmi ceux dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, mais sont 78.4 % parmi les diplômés de l'enseignement tertiaire. Dans l'ensemble, ces corrélations restent positives même après contrôle de l'âge et du sexe (voir le tableau A11.3 et le tableau A11.5 disponible en ligne).

Dans la plupart des pays où le niveau de formation est en corrélation avec la participation aux élections ou avec le bénévolat dans une mesure statistiquement significative, les corrélations restent positives même après contrôle de l'âge, du sexe et des revenus (voir le tableau A11.3). Ce constat suggère que l'éducation contribue à l'engagement civique, non seulement grâce à l'élévation du niveau de compétence, mais aussi grâce à l'accroissement des revenus.

Dans de nombreux pays, la relation entre l'éducation et le degré perçu de satisfaction de la vie n'est pas statistiquement significative chez les individus moins instruits (en l'occurrence ceux dont le niveau de formation est inférieur ou égal au deuxième cycle de l'enseignement secondaire) si les différences de revenus sont neutralisées (voir le tableau A11.3). Ce constat suggère que l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires contribue à la satisfaction de la vie principalement grâce à l'accroissement des revenus des individus concernés. Toutefois, dans la plupart des pays où la relation entre l'éducation et le degré perçu de satisfaction de la vie est statistiquement significative, cette relation reste significative chez les diplômés de l'enseignement tertiaire même après contrôle de l'âge, du sexe et des revenus. Ce constat suggère que l'élévation du niveau de formation contribue à la satisfaction de la vie au-delà de son effet sur les revenus. Les études tertiaires peuvent, par exemple, aider les individus à acquérir des compétences, à améliorer leur statut social et à accéder à des réseaux, autant d'aspects susceptibles d'améliorer la satisfaction qu'ils estiment retirer de leur vie.

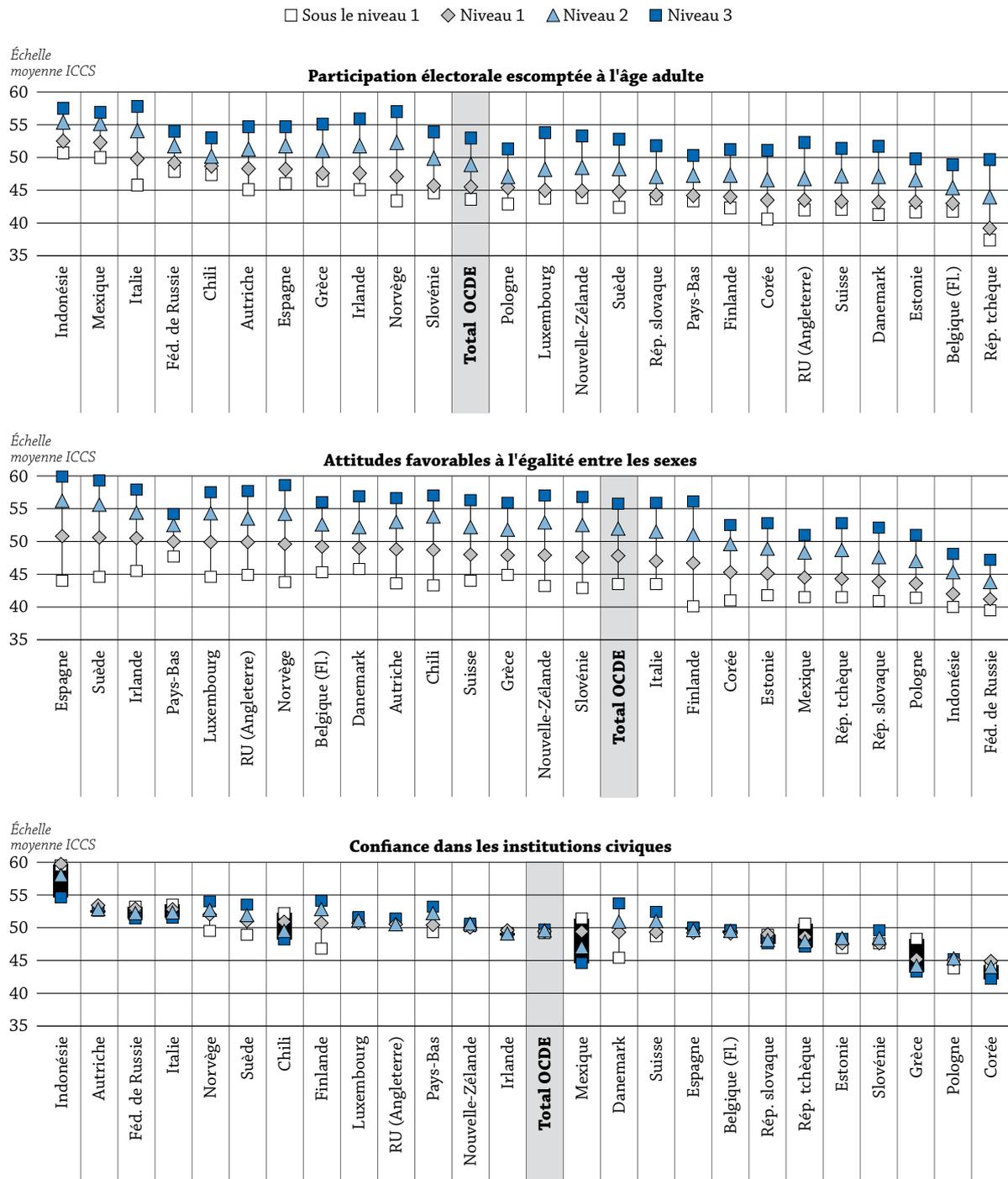
Connaissances civiques et retombées sociales

L'éducation peut améliorer les retombées sociales dans la mesure où elle aide les individus à prendre des décisions réfléchies en toute connaissance de cause, à s'informer, et à améliorer leurs aptitudes cognitives et leurs facultés socio-émotionnelles (zèle, image de soi et compétences sociales). En ce sens, l'éducation peut les amener à choisir des modes de vie plus sains et à s'engager davantage dans la société civile. Les établissements d'enseignement peuvent aussi offrir un environnement idéal pour amener les enfants à prendre des habitudes saines, à se montrer coopératifs et à adopter des normes favorables à la cohésion sociale : un climat d'ouverture en classe, une implication concrète dans des matières civiques et une philosophie qui promeut la citoyenneté active peuvent, par exemple, améliorer la participation à la vie de la société.

Dans tous les pays de l'OCDE qui ont participé à l'enquête, les élèves de 8^e année (soit ceux âgés de 14 ans environ) qui ont un niveau plus élevé de connaissances civiques sont plus susceptibles, une fois adultes, de se rendre aux urnes et d'être favorables à l'égalité entre les sexes (voir le graphique A11.3). En Norvège, par exemple, les élèves dont le niveau de connaissances civiques est le moins élevé accusent un score de seulement 43.4 points sur l'échelle ICCS de participation électorale escomptée à l'âge adulte, contre un score de 57.0 points pour ceux dont le niveau de connaissances civiques est le plus élevé (voir le tableau A11.2 et la section « Définitions » ci-dessous pour plus de précisions sur les échelles ICCS).

Toutefois, la relation entre le niveau de connaissances et les retombées sociales n'est pas positive partout. Au Chili, en Fédération de Russie, en Grèce, en Italie, au Mexique et en République tchèque, par exemple, plus le niveau de connaissances civiques des élèves est élevé, moins leur confiance vis-à-vis des institutions civiques est grande (voir le graphique A11.3 et le tableau A11.2). Ce constat suggère que la situation nationale peut influencer sur la façon dont le niveau de connaissances affecte la perception des institutions civiques. Force est d'ailleurs de constater que dans certains pays où le degré perçu de corruption est relativement élevé, plus les individus ont un niveau élevé de connaissances civiques, moins ils sont susceptibles de faire confiance aux institutions civiques (voir l'encadré A11.1). Il ne faut toutefois pas en déduire que l'éducation a nécessairement un « effet négatif ». En fait, si des institutions civiques sont effectivement corrompues dans un pays, une relation négative entre le niveau de connaissances civiques et la confiance vis-à-vis des institutions civiques peut indiquer que le système d'éducation de ce pays inculque aux élèves la faculté de juger les institutions de façon critique et en toute connaissance de cause.

Graphique A11.3. Engagement civique selon le niveau de connaissances civiques des élèves (2009)
 Échelle moyenne d'engagement civique parmi les élèves de 8^e année, selon leur niveau de connaissances civiques

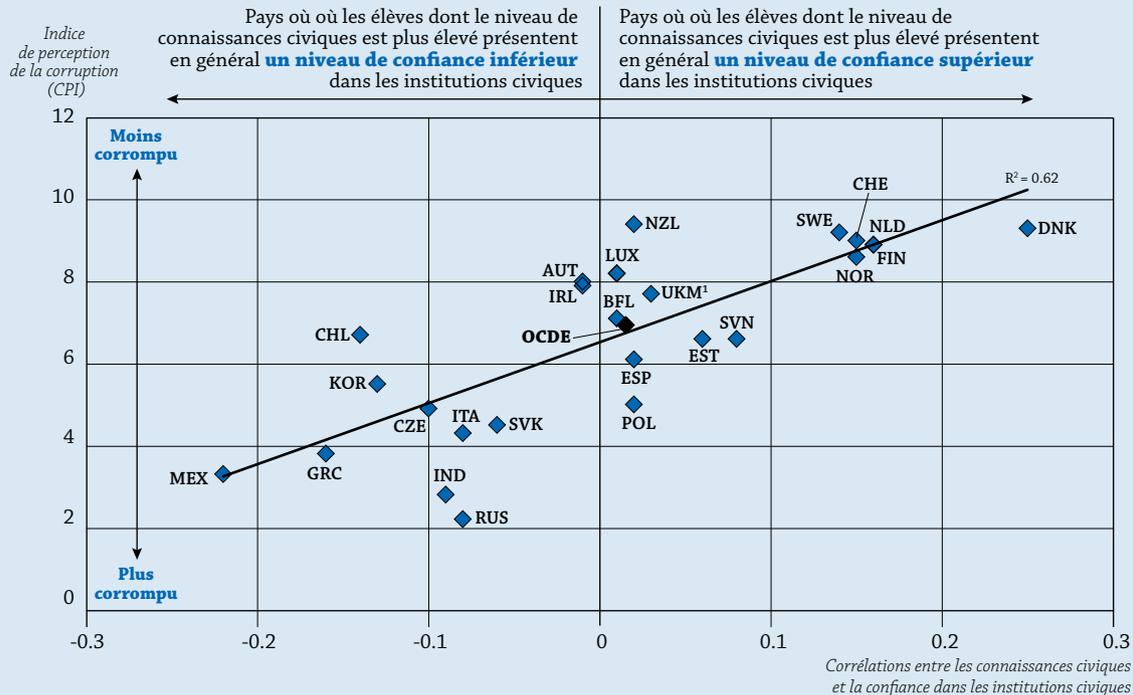


Remarques : les pays sont classés par ordre décroissant des échelles moyennes d'engagement civique et social des élèves de 8^e année (mesuré par la participation électorale escomptée, les attitudes favorables à l'égalité entre les sexes et la confiance dans les institutions civiques) parmi les élèves se situant au niveau 1 de connaissances civiques. Pour le troisième panneau (Confiance dans les institutions civiques), les pays surlignés en noir sont ceux où les élèves dont le niveau de connaissances civiques est plus élevé présentent en général un niveau de confiance inférieur dans les institutions civiques. Les échelles moyennes ICCS se fondent sur le modèle de crédit partiel de Rasch et les estimations pondérées de la vraisemblance (*weighted likelihood estimates*, WLE) qui en résultent ont été converties au système métrique de sorte que la moyenne est égale à 50 et l'écart type, à 10. Pour une présentation plus détaillée de l'échelle ICCS, consulter la section « Définitions ».

Source : OCDE. Tableau A11.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467735>

Encadré A11.1. Relation entre l'impact des connaissances civiques sur la confiance et la perception de la corruption



Remarques : les corrélations entre les connaissances civiques et la confiance sont calculées sur la base de corrélations linéaires nationales. Plus la valeur de l'indice de perception de la corruption (CPI) est élevée, plus le niveau de perception de la corruption est faible.

1. Les données du Royaume-Uni (UKM) se rapportent uniquement à l'Angleterre.

Source : OCDE, tableau A11.6 disponible en ligne. International Civic and Citizenship Education Study (ICCS), 2009 ; *Indice de perception de la corruption 2009*, Transparency International. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467754>

Définitions

Cette section décrit les variables en rapport avec l'éducation (le niveau de formation et les connaissances civiques) et avec les retombées sociales. Ces variables sont décrites en détail et accompagnées des items administrés dans chaque enquête à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Par « **connaissances civiques** », on entend le fait de connaître et de comprendre les principes et les fondements de la citoyenneté et du civisme au sens traditionnel du terme (Schultz, 2010). Lors de l'enquête ICCS, les élèves scolarisés dans le premier cycle de l'enseignement secondaire (8^e année) ont répondu à 79 items en rapport avec la société civile et ses rouages, les principes du civisme, la participation à la vie de la société et le rapport au civisme et l'image de soi en la matière. Trois quarts des items sont des questions de raisonnement et d'analyse à propos du civisme et de la citoyenneté, et les autres portent sur les connaissances à propos du civisme et de la citoyenneté. Le niveau de connaissances civiques est rapporté sur une échelle dont la moyenne internationale est fixée à 500 points et l'écart type, à 100 points. Le niveau de connaissances civiques varie sensiblement entre les pays et au sein même de ceux-ci : la variance totale est imputable à hauteur de 50 % aux variables spécifiques aux élèves, de 25 % aux variables spécifiques aux établissements d'enseignement et de 25 % aux variables nationales. Voir Schulz *et al.* (2010) pour plus de précisions sur le concept de « connaissances civiques ».

A11

Les variables de chaque pays en rapport avec le **niveau de formation** ont été converties pour obtenir trois catégories de niveau de formation (inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement tertiaire), sur la base de la CITE-97. La catégorie « Deuxième cycle de l'enseignement secondaire » inclut les diplômés de l'enseignement post-secondaire non tertiaire (niveau 4 de la CITE).

La variable relative à la **participation électorale** correspond au pourcentage d'adultes qui ont déclaré avoir voté lors du dernier scrutin national en date. Ces données proviennent de l'Enquête sociale européenne (ESS) de 2008 dans certains pays européens, de l'Enquête sociale générale (GSS) de 2008 au Canada et en Nouvelle-Zélande, de l'enquête *Lifelong Education Survey* (KEDI) de 2009 en Corée, de l'Enquête sur les valeurs européennes (*European Values Survey*, EVS) de 2008 au Luxembourg et de l'enquête *Current Population Survey* (CPS) de 2008 aux États-Unis. Les analyses proposées dans ce chapitre se limitent aux adultes ayant le droit de vote. Parmi les pays à l'étude, le suffrage est obligatoire en Belgique, en Grèce, au Luxembourg et en Turquie. Dans les pays où l'inscription en tant qu'électeur n'est pas obligatoire ou automatique (en Irlande, aux États-Unis et au Royaume-Uni), les analyses portent sur les individus ayant potentiellement le droit de vote (soit les ressortissants nationaux) qu'ils soient inscrits ou non.

La variable relative à la **participation électorale escomptée à l'âge adulte** correspond au score moyen des élèves sur l'échelle ICCS dérivée des items en rapport avec le vote aux scrutins locaux et aux scrutins nationaux, et la façon de s'informer sur les candidats avant les scrutins.

La variable relative à la **confiance interpersonnelle** correspond au pourcentage d'adultes qui estiment pouvoir faire confiance à la plupart des gens. Ces données proviennent de l'ESS de 2008.

La variable relative à la **satisfaction de la vie** correspond au pourcentage d'adultes qui se disent satisfaits de leur vie. Ces données proviennent de l'ESS de 2008, de l'GSS de 2008 au Canada et en Nouvelle-Zélande, de l'enquête *Lifelong Education Survey* (KEDI) de 2008 en Corée et de l'EVS de 2009 au Luxembourg.

La variable relative à l'**intérêt pour la politique** correspond au pourcentage d'adultes qui disent s'intéresser, dans une certaine mesure au moins, à la politique. Les données proviennent de l'ESS de 2008, de l'enquête *Social Capital Survey* de 2008 et de l'*International Social Survey Programme* (ISSP) de 2004 et de 2006.

La variable relative à la **perception de l'état de santé** correspond au pourcentage d'adultes qui s'estiment au moins en « bonne » santé (sur une échelle de 4 ou 5 points). Les données proviennent de l'ESS de 2008, de l'enquête *Social Capital Survey* (KEDI) de 2008, de l'GSS de 2008 au Canada et en Nouvelle-Zélande, et de l'enquête *National Health Interview Survey* (NHIS) de 2008 aux États-Unis.

La variable relative aux **attitudes favorables à l'égalité entre les sexes** correspond au score moyen des élèves sur l'échelle ICCS dérivée des items en rapport avec les attitudes à l'égard de l'égalité entre les sexes. Les élèves doivent, par exemple, indiquer s'ils sont favorables à la parité au sein du gouvernement.

La variable relative à la **confiance vis-à-vis des institutions civiques** correspond au score moyen des élèves sur l'échelle ICCS dérivée des items demandant aux élèves dans quelle mesure ils font confiance aux institutions civiques. Les élèves doivent, par exemple, indiquer jusqu'à quel point ils se fient à des institutions publiques telles que le gouvernement, la municipalité, la police et les partis politiques.

La variable relative au **bénévolat** correspond au pourcentage d'adultes qui ont déclaré avoir fait du bénévolat au cours du mois (ou des quatre semaines) précédant l'administration de l'enquête. Les données proviennent de l'ESS de 2008 et de l'GSS de 2008 en Nouvelle-Zélande.

Méthodologie

Ces indicateurs se basent sur les travaux menés par le Réseau de l'INES chargé d'élaborer des données relatives aux retombées de l'enseignement sur l'économie, le marché du travail et la société (*INES Network on Labour Market, Economic and Social Outcomes of Learning*, LSO), en collaboration avec le Centre pour la recherche et

l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE. Le cadre conceptuel des indicateurs a été élaboré dans le cadre du projet du CERI « Les retombées sociales de l'éducation » (OCDE, 2007c ; OCDE, 2010e) ; les stratégies empiriques ont été mises au point par le réseau LSO. L'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011) donne des précisions sur le mode de calcul des indicateurs.

Cette édition de *Regards sur l'éducation* propose six nouveaux indicateurs (voir les tableaux A11.1, A11.2 et A11.3) et met à jour trois indicateurs présentés dans les éditions de 2009 et 2010 de *Regards sur l'éducation* (voir les tableaux A11.4, A11.5 et A11.6) disponibles en ligne. Les indicateurs mis à jour sont inclus, car des indicateurs révisés du niveau de formation, plus comparables entre les pays, ont été publiés après l'ESS de 2008, la principale source de données. Les nouveaux indicateurs ont été calculés sur la base de microdonnées provenant de l'ESS de 2008, de l'GSS de 2008 au Canada et en Nouvelle-Zélande, de l'EVS de 2009 au Luxembourg, de l'enquête *Lifelong Education Survey* de 2009 en Corée, de l'enquête CPS de 2008 aux États-Unis et de l'enquête ICCS de 2009. Les indicateurs mis à jour depuis les éditions de 2009 et 2010 de *Regards sur l'éducation* ont été calculés sur la base des données de l'ESS de 2008, du programme ISSP de 2006, de l'GSS de 2008 au Canada et en Nouvelle-Zélande, de l'enquête *Social Capital Survey* (KEDI) de 2008 en Corée et de l'enquête NHIS de 2008 aux États-Unis. Ces enquêtes ont été sélectionnées en fonction des critères suivants :

Limite d'âge : dans les enquêtes concernant les adultes (voir les tableaux A11.1, A11.3, A11.4, A11.5 et A11.6), les données retenues sont celles correspondant aux adultes âgés de 25 à 64 ans. Dans les enquêtes concernant les élèves (voir le tableau A11.2), les données retenues sont celles concernant les élèves de 8^e année (soit ceux âgés de 14 ou 15 ans).

Comparabilité des variables relatives au niveau de formation : le principe général a été d'utiliser, à propos de la répartition de la population par niveau de formation, les microdonnées qui ne s'écartent pas de plus de 10 points de pourcentage des données publiées dans les éditions précédentes de *Regards sur l'éducation* pour des années comparables. Il y a quelques exceptions dans certains pays, mais elles ont été recommandées par leur représentant national au sein du groupe de travail INES et/ou du Réseau de l'INES LSO [Danemark (ESS), Irlande (ESS), Nouvelle-Zélande (ISSP), Norvège (ESS) et Royaume-Uni (ESS)].

Comparabilité des variables relatives aux retombées sociales : les enquêtes ont été sélectionnées compte tenu de la comparabilité de ces variables.

Représentativité : les enquêtes ont été sélectionnées selon un critère important, en l'occurrence le nombre de pays concernés, pour pouvoir présenter les résultats d'un grand nombre de pays de l'OCDE. C'est sur la base de ce critère que se justifie la sélection de l'Enquête sociale européenne qui couvre un grand nombre d'États membres de l'Union européenne (UE) ainsi que d'autres pays pour la population adulte. L'ICCS couvre quant à elle un grand nombre d'États membres de l'Union européenne (UE) et d'autres pays, notamment : l'Autriche, la Belgique (Communauté flamande), le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni (Angleterre), la Slovénie, la Suède et la Suisse.

Taille de l'échantillon : les enquêtes retenues ont été administrées à un échantillon de 1 000 sujets au minimum.

Les différences incrémentales ont été calculées sur la base de modèles de régression dans chaque pays pour estimer la valeur théorique de chaque variable dichotomique (grand intérêt pour la politique *vs* aucun intérêt pour la politique, par exemple) à partir du niveau de formation des individus, avant et après contrôle des variables relatives à l'âge, au sexe et aux revenus des ménages. Dans les analyses préliminaires, la méthode Probit et la méthode des moindres carrés ordinaires ont été utilisées. Les deux modèles ont abouti à des estimations très similaires des différences incrémentales. C'est la méthode des moindres carrés ordinaires qui a été retenue dans la dernière analyse générée pour estimer les différences incrémentales, car elle permet d'obtenir des coefficients plus faciles à interpréter (voir les tableaux A11.3 et A11.5).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

Grossman, M. (2006), « Education and Nonmarket Outcomes », *Handbook of the Economics of Education*, Elsevier, Amsterdam.

Lochner, L. et E. Moretti (2004), « The Effect of Education on Crime: Evidence from Prison Inmates, Arrests, and Self-Reports », *The American Economic Review*, vol. 94, n° 1, The American Economic Association, pp. 155-189.

OCDE (2007c), *Comprendre l'impact social de l'éducation*, Éditions OCDE.

OCDE (2010e), *L'éducation, un levier pour améliorer la santé et la cohésion sociale*, Éditions OCDE.

Schulz, W. et al. (2010), *ICCS 2009 International Report: Civic Knowledge, Attitudes, and Engagement among Lower-Secondary School Students in 38 Countries*, IEA, Amsterdam.

D'autres documents en rapport avec cet indicateur sont disponibles en ligne :

- **Tableau A11.4. Proportion d'adultes s'estimant en bonne santé et exprimant un intérêt pour la politique et de la confiance interpersonnelle, selon le niveau de formation (2008, mise à jour des tableaux A9.1, A9.2 et A9.3 de l'édition 2010 de Regards sur l'éducation)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470433>
- **Tableau A11.5. Différences incrémentales dans la perception d'un bon état de santé, l'intérêt pour la politique et la confiance interpersonnelle liées à une élévation du niveau de formation (2008, mise à jour des tableaux A9.4, A9.5 et A9.6 de l'édition 2010 de Regards sur l'éducation)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470452>
- **Tableau A11.6. Relation entre l'impact des connaissances civiques sur la confiance et la perception de la corruption (2009)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470471>

Tableau A11.1. **Proportion d'adultes votant, participant à des activités de bénévolat et s'estimant satisfaits de leur vie, selon le niveau de formation (2008)**

Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 64 ans, selon le niveau de formation

	Participation électorale			Bénévolat			Satisfaction à l'égard de la vie			Source des données
	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	Inférieur au 2 ^e cycle du secondaire	2 ^e cycle du secondaire	Tertiaire	
OCDE										
Australie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Autriche	75.4	77.6	88.5	17.9	25.7	34.3	63.4	73.2	75.3	ESS 2008
Belgique	93.0	96.6	97.2	13.4	16.7	26.0	64.0	73.6	84.6	ESS 2008
Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Canada	63.4	72.4	78.4	m	m	m	76.4	82.1	87.3	GSS 2008
Rép. tchèque	49.4	55.5	84.8	2.5	10.5	17.5	31.2	59.8	75.3	ESS 2008
Danemark	89.6	95.7	97.8	20.2	27.8	29.8	92.7	93.9	95.0	ESS 2008
Estonie	55.7	67.8	83.8	6.9	6.0	13.8	39.6	42.3	58.5	ESS 2008
Finlande	76.1	77.4	90.3	13.8	11.4	12.1	83.0	88.4	90.4	ESS 2008
France	71.9	79.3	82.3	17.7	20.0	22.6	39.9	49.6	63.0	ESS 2008
Allemagne	77.1	82.4	95.2	10.4	20.4	27.5	49.5	61.8	77.2	ESS 2008
Grèce	92.5	89.9	88.0	1.4	3.0	3.6	42.4	54.3	54.3	ESS 2008
Hongrie	77.4	83.5	85.9	1.1	5.9	15.7	25.4	29.6	50.7	ESS 2008
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Irlande	83.2	88.8	84.6	15.7	18.7	24.3	63.5	65.0	68.6	ESS 2008
Israël	77.6	76.1	83.0	1.5	4.7	6.7	56.8	72.5	75.7	ESS 2008
Italie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Corée	82.0	69.0	69.0	m	m	m	34.0	44.0	53.0	KEDI 2009
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	75.6	82.9	86.8	EVS 2009
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Pays-Bas	78.7	90.5	95.5	28.2	34.2	41.1	80.6	86.8	93.3	ESS 2008
Nouvelle-Zélande	79.6	85.6	91.4	24.9	32.2	40.5	79.4	83.4	88.6	GSS 2008
Norvège	76.8	84.5	93.3	11.2	28.3	30.4	75.3	84.4	87.0	ESS 2008
Pologne	62.1	72.6	89.1	2.3	5.1	15.1	48.4	63.4	74.0	ESS 2008
Portugal	72.9	79.8	82.7	2.0	2.1	8.9	38.2	51.7	56.3	ESS 2008
Rép. slovaque	74.0	80.2	83.1	12.7	8.0	9.9	36.4	53.1	64.3	ESS 2008
Slovénie	74.7	71.1	84.0	11.9	19.8	24.0	46.0	61.3	81.4	ESS 2008
Espagne	79.4	85.8	89.1	3.5	4.0	7.5	71.1	73.2	87.7	ESS 2008
Suède	86.2	90.9	97.1	22.0	21.4	24.0	82.7	85.3	86.4	ESS 2008
Suisse	55.1	61.8	82.9	6.8	16.0	21.3	68.4	84.2	88.7	ESS 2008
Turquie	91.5	89.7	87.8	1.9	3.9	4.0	36.4	50.8	59.1	ESS 2008
Royaume-Uni	61.2	69.3	81.0	10.1	12.4	19.2	62.7	65.6	76.8	ESS 2008
États-Unis	42.4	69.6	87.5	m	m	m	m	m	m	CPS 2008
Moyenne OCDE	74.0	79.4	87.2	10.8	14.9	20.0	57.9	67.3	75.5	-
Moyenne UE21	75.3	80.8	88.4	11.2	14.4	19.8	55.8	64.8	74.4	-
Autres G20										
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Féd. de Russie	77.9	70.5	73.1	0.8	2.3	5.9	20.7	33.9	37.6	ESS 2008
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-

Remarques : les chiffres présentés dans la colonne « Inférieur au 2^e cycle du secondaire » correspondent à la proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans dont le niveau de formation est inférieur au 2^e cycle du secondaire faisant état : a) d'une participation électorale ; b) d'activités de bénévolat ; et c) d'une certaine satisfaction à l'égard de la vie. De même, les chiffres présentés dans les colonnes « 2^e cycle du secondaire » et « Tertiaire » correspondent à la proportion d'adultes diplômés de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire faisant état : a) d'une participation électorale ; b) d'activités de bénévolat ; et c) d'une certaine satisfaction à l'égard de la vie. Pour la participation électorale, l'analyse inclut uniquement les personnes bénéficiant du droit de vote. Les pays où le suffrage est obligatoire sont inclus dans les données, à savoir la Belgique, la Grèce, le Luxembourg et la Turquie. Pour les pays où l'inscription en tant qu'électeur n'est pas obligatoire ou automatique (en Irlande, aux États-Unis et au Royaume-Uni, par exemple), les analyses portent sur les individus ayant potentiellement le droit de vote (soit les ressortissants nationaux) qu'ils soient inscrits ou non.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2008 ; Enquête sociale générale (GSS) de 2008 pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ; Lifelong Education Survey, 2009, KEDI, pour la Corée ; Current Population Survey (CPS), 2008, pour les États-Unis. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470376>

A11

Tableau A11.2. Engagement civique selon le niveau de connaissances civiques des élèves (2009)

Échelle moyenne d'engagement civique parmi les élèves de 8^e année, selon leur niveau de connaissances civiques (erreurs types entre parenthèses)

	Participation électorale escomptée à l'âge adulte								Attitudes favorables à l'égalité entre les sexes								Confiance dans les institutions civiques								
	Sous le niveau 1		Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Sous le niveau 1		Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Sous le niveau 1		Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		
	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	Moyenne	Er. T.	
OCDE																									
Australie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Autriche	45.1 (0.5)	48.3 (0.5)	51.3 (0.4)	54.7 (0.4)	48.9 (0.5)	45.3 (0.7)	49.2 (0.4)	52.6 (0.3)	56.0 (0.4)	52.6 (0.6)	53.4 (0.4)	52.8 (0.4)	52.6 (0.6)	53.4 (0.4)	49.1 (0.5)	49.5 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)
Belgique (Fl.)	41.8 (0.9)	43.0 (0.5)	45.4 (0.3)	48.9 (0.5)	45.3 (0.7)	49.2 (0.4)	52.6 (0.3)	56.0 (0.4)	52.6 (0.6)	53.4 (0.4)	52.8 (0.4)	52.6 (0.6)	53.4 (0.4)	49.1 (0.5)	49.5 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)	49.6 (0.4)
Canada	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chili	47.4 (0.7)	48.7 (0.5)	50.2 (0.5)	53.0 (0.5)	43.3 (0.4)	48.7 (0.4)	53.8 (0.3)	57.0 (0.5)	52.2 (0.6)	50.9 (0.5)	49.5 (0.3)	48.2 (0.3)	47.1 (0.3)	47.9 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)
Rép. tchèque	37.4 (0.6)	39.2 (0.4)	44.0 (0.3)	49.7 (0.4)	41.5 (0.3)	44.3 (0.3)	48.7 (0.3)	52.8 (0.3)	50.6 (0.6)	48.6 (0.4)	47.9 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)	47.1 (0.3)
Danemark	41.3 (1.2)	43.2 (0.5)	47.1 (0.4)	51.7 (0.3)	45.8 (1.0)	49.0 (0.6)	52.2 (0.4)	56.9 (0.2)	45.4 (1.5)	49.3 (0.7)	50.9 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)	53.7 (0.3)
Estonie	41.7 (0.7)	43.2 (0.5)	46.6 (0.3)	49.8 (0.4)	41.8 (0.5)	45.1 (0.4)	48.9 (0.3)	52.8 (0.4)	46.9 (0.9)	47.6 (0.5)	48.4 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)	48.3 (0.4)
Finlande	42.3 (1.8)	44.0 (0.7)	47.3 (0.3)	51.2 (0.3)	40.1 (1.7)	46.7 (0.9)	51.0 (0.6)	56.1 (0.3)	46.8 (1.9)	50.7 (0.8)	52.8 (0.3)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)	54.1 (0.2)
France	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Allemagne	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Grèce	46.5 (0.7)	47.6 (0.5)	51.1 (0.4)	55.1 (0.5)	44.9 (0.8)	47.9 (0.7)	51.8 (0.5)	55.9 (0.4)	48.3 (0.5)	45.2 (0.5)	44.2 (0.5)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)	43.3 (0.4)
Hongrie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Irlande	45.1 (1.0)	47.6 (0.6)	51.8 (0.3)	55.9 (0.3)	45.5 (0.8)	50.5 (0.5)	54.4 (0.5)	57.9 (0.3)	49.2 (1.1)	49.6 (0.6)	49.1 (0.4)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)	49.1 (0.3)
Israël	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Italie	45.8 (0.8)	49.8 (0.4)	54.1 (0.3)	57.8 (0.3)	43.5 (0.7)	47.0 (0.4)	51.5 (0.3)	55.9 (0.3)	53.5 (1.1)	52.8 (0.5)	52.3 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)	51.5 (0.3)
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Corée	40.6 (1.0)	43.5 (0.5)	46.6 (0.3)	51.1 (0.2)	41.0 (0.6)	45.3 (0.4)	49.6 (0.3)	52.5 (0.2)	44.3 (1.6)	44.9 (0.5)	44.0 (0.3)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)	42.2 (0.2)
Luxembourg	43.8 (0.5)	45.0 (0.4)	48.2 (0.3)	53.8 (0.3)	44.6 (0.3)	49.9 (0.3)	54.3 (0.3)	57.5 (0.3)	51.5 (0.4)	50.7 (0.4)	51.1 (0.2)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)	51.6 (0.3)
Mexique	50.0 (0.3)	52.3 (0.2)	55.2 (0.3)	56.9 (0.3)	41.5 (0.2)	44.5 (0.2)	48.3 (0.2)	51.0 (0.4)	51.4 (0.4)	49.4 (0.3)	47.0 (0.3)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)	44.6 (0.5)
Pays-Bas	43.4 (1.4)	44.2 (0.8)	47.3 (0.6)	50.3 (0.6)	47.7 (1.5)	50.0 (0.9)	52.5 (0.6)	54.2 (1.0)	49.3 (0.9)	50.4 (0.6)	52.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)	53.2 (0.5)
Nouvelle-Zélande	43.9 (0.7)	44.9 (0.5)	48.5 (0.5)	53.3 (0.4)	43.2 (0.6)	47.9 (0.6)	52.9 (0.5)	57.0 (0.3)	50.2 (0.6)	50.0 (0.4)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)	50.6 (0.3)
Norvège	43.4 (0.9)	47.1 (0.7)	52.3 (0.4)	57.0 (0.3)	43.8 (0.7)	49.6 (0.5)	54.2 (0.4)	58.6 (0.3)	49.5 (0.8)	52.0 (0.7)	52.7 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)	54.0 (0.4)
Pologne	42.9 (0.9)	45.4 (0.6)	47.1 (0.4)	51.3 (0.3)	41.4 (0.4)	43.6 (0.3)	47.0 (0.4)	51.0 (0.4)	43.8 (0.9)	45.1 (0.5)	45.3 (0.4)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)	45.2 (0.3)
Portugal	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. slovaque	43.7 (0.9)	44.3 (0.6)	47.1 (0.4)	51.8 (0.4)	40.9 (0.6)	43.9 (0.4)	47.6 (0.3)	52.1 (0.3)	48.9 (1.3)	49.0 (0.6)	48.1 (0.4)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)	47.6 (0.5)
Slovénie	44.6 (0.8)	45.7 (0.5)	49.9 (0.3)	53.9 (0.4)	42.9 (0.8)	47.6 (0.4)	52.5 (0.4)	56.8 (0.3)	47.6 (1.1)	47.6 (0.5)	48.4 (0.4)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)	49.6 (0.3)
Espagne	46.0 (0.8)	48.2 (0.5)	51.8 (0.3)	54.7 (0.4)	44.0 (0.7)	50.8 (0.4)	56.2 (0.3)	59.9 (0.3)	50.0 (0.8)	49.2 (0.5)	49.6 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)	50.0 (0.3)
Suède	42.4 (0.9)	44.8 (0.5)	48.3 (0.4)	52.8 (0.3)	44.6 (0.8)	50.6 (0.6)	55.6 (0.4)	59.3 (0.3)	48.9 (1.2)	51.0 (0.5)	51.9 (0.4)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)	53.5 (0.3)
Suisse	42.1 (1.3)	43.3 (0.6)	47.2 (0.4)	51.4 (0.5)	44.0 (0.9)	48.0 (0.6)	52.2 (0.4)	56.3 (0.5)	48.7 (1.6)	49.3 (0.7)	51.0 (0.4)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)	52.4 (0.3)
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni ¹	42.0 (0.6)	43.5 (0.6)	46.8 (0.5)	52.3 (0.5)	44.9 (0.6)	49.9 (0.6)	53.5 (0.5)	57.7 (0.3)	51.3 (0.7)	50.5 (0.4)	50.5 (0.3)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)	51.4 (0.4)
États-Unis	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Total OCDE	43.8 (0.2)	45.7 (0.1)	49.0 (0.1)	53.0 (0.1)	43.3 (0.2)	47.5 (0.1)	51.6 (0.1)	55.4 (0.1)	49.3 (0.2)	49.5 (0.1)	49.7 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)	49.8 (0.1)
Moyenne UE21	43.3 (0.2)	45.1 (0.1)	48.5 (0.1)	52.7 (0.1)	43.7 (0.2)	47.9 (0.1)	52.0 (0.1)	55.9 (0.1)	49.1 (0.2)	49.4 (0.1)	49.7 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)	50.1 (0.1)
Autres G20																									
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Bésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	50.7 (0.3)	52.5 (0.2)	55.4 (0.3)	57.5 (0.7)	40.0 (0.2)	42.0 (0.2)	45.3 (0.3)	48.1 (0.7)	5																

Tableau A11.3. Différences incrémentales dans la participation électorale, la participation à des activités de bénévolat et la satisfaction à l'égard de la vie à l'âge adulte liées à une élévation du niveau de formation (2008) (avec et sans contrôle de l'âge, du sexe et du revenu)

Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 64 ans, selon le niveau de formation

	Participation électorale						Bénévolat						Satisfaction à l'égard de la vie						Source des données
	Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et un niveau de formation égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et un niveau de formation égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			Différence de résultat entre un niveau de formation inférieur et un niveau de formation égal au 2 ^e cycle du secondaire			Différence de résultat entre un niveau de formation de 2 ^e cycle du secondaire et un niveau de formation tertiaire			
	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	Pas de contrôle	Contrôle de l'âge et du sexe	Contrôle de l'âge, du sexe et du revenu	
OCDE																			
Australie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Autriche	2.1	7.8	7.8	11.0	11.1	-0.7	8.0	5.6	5.6	8.4	7.6	7.2	9.9	7.3	-6.7	2.1	1.9	0.6	ESS 2008
Belgique	3.6	4.3	3.0	0.7	0.6	5.7	3.3	3.6	2.8	9.3	10.3	9.8	9.6	10.3	7.3	11.0	10.1	5.8	ESS 2008
Canada	8.9	12.1	9.9	6.1	7.8	5.7	m	m	m	m	m	m	5.7	5.9	3.4	5.2	5.2	3.0	GSS 2008
Chili	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Rép. tchèque	6.5	9.1	7.2	29.0	28.9	27.5	8.0	7.5	7.1	7.0	7.1	6.4	28.7	26.6	23.7	15.4	15.6	12.3	ESS 2008
Danemark	6.1	6.4	5.5	2.1	2.0	1.5	7.6	5.8	4.2	2.0	3.9	2.9	1.2	1.1	-0.8	1.1	1.7	0.6	ESS 2008
Estonie	11.7	11.4	9.0	19.7	19.3	17.1	-0.9	-1.4	-1.2	7.8	7.7	7.3	2.7	2.9	0.8	16.2	16.0	10.1	ESS 2008
Finlande	1.3	7.9	7.5	12.9	13.5	11.2	-2.4	-1.4	-1.6	0.7	0.8	0.1	5.4	4.8	3.7	2.0	1.9	-1.2	ESS 2008
France	7.4	11.2	9.6	3.0	6.8	6.1	2.4	3.7	2.8	2.5	3.9	4.8	9.7	9.8	4.9	13.4	12.5	5.6	ESS 2008
Allemagne	5.0	5.1	5.0	12.7	12.4	9.5	9.9	9.8	9.5	7.1	7.0	5.4	12.3	12.8	11.3	15.4	16.0	10.4	ESS 2008
Grèce	-2.6	-1.4	-2.4	-1.9	-1.7	-2.4	1.6	1.6	1.6	0.6	0.6	0.5	11.8	11.2	9.2	0.0	0.3	-1.1	ESS 2008
Hongrie	6.1	7.1	6.5	2.4	3.0	3.8	4.8	4.5	4.4	9.9	10.3	10.2	4.2	3.9	0.2	21.0	18.3	13.1	ESS 2008
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Irlande	5.6	8.2	7.6	-4.2	-0.1	-0.7	2.9	4.7	3.5	5.7	7.4	7.9	1.5	3.0	0.1	3.6	3.9	0.4	ESS 2008
Israël	-1.4	2.8	-1.5	6.8	6.1	4.9	3.2	4.2	3.2	2.1	2.2	1.7	15.7	13.5	4.6	3.2	4.2	0.4	ESS 2008
Italie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Corée	-13.3	-1.1	-1.1	0.5	5.3	5.6	m	m	m	m	m	m	9.8	12.4	11.4	9.1	10.0	7.3	KEDI 2009
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	7.3	8.4	5.1	3.9	4.3	0.9	EVS 2009
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Pays-Bas	11.8	13.0	11.1	4.9	4.7	3.2	6.0	8.6	7.4	6.9	6.3	6.3	6.2	6.3	3.2	6.5	6.4	5.4	ESS 2008
Nouvelle-Zélande	6.0	8.2	7.5	5.8	5.4	4.3	7.3	8.7	8.3	8.3	8.2	7.6	4.1	4.2	2.8	5.1	5.1	3.6	GSS 2008
Norvège	7.6	10.5	7.8	8.9	10.8	9.3	17.0	17.0	15.2	2.1	3.3	3.1	9.1	8.4	3.0	2.6	2.1	-0.4	ESS 2008
Pologne	10.6	13.7	10.9	16.5	19.0	17.2	2.8	3.3	3.0	10.1	10.7	10.5	15.0	9.7	5.3	10.6	6.7	1.2	ESS 2008
Portugal	6.9	9.9	8.7	2.9	3.9	3.0	0.2	0.3	0.3	6.8	6.8	7.4	13.5	8.9	7.1	4.6	4.9	3.0	ESS 2008
Rép. slovaque	6.2	8.7	8.7	3.1	4.3	4.3	6.1	8.6	8.6	2.7	4.0	4.0	16.7	14.5	14.5	11.2	9.6	9.6	ESS 2008
Slovénie	-3.5	0.9	-0.4	12.9	13.6	11.6	-2.0	2.3	1.1	12.6	13.4	11.1	15.3	10.6	6.6	20.0	20.5	16.2	ESS 2008
Espagne	6.4	9.1	8.7	3.2	3.3	1.6	0.5	1.1	1.4	3.5	3.4	2.9	2.1	2.5	0.8	14.5	14.3	12.3	ESS 2008
Suède	4.7	7.4	7.1	6.2	6.4	5.5	-0.6	0.7	0.5	2.5	3.1	3.4	2.6	3.7	2.4	1.1	1.0	-3.1	ESS 2008
Suisse	6.7	10.4	8.7	21.1	20.4	18.3	9.2	9.3	10.0	5.4	4.8	5.3	15.8	15.9	12.7	4.5	5.4	1.9	ESS 2008
Turquie	-1.9	0.2	1.6	-1.9	0.1	-0.3	-1.9	0.2	1.6	-1.9	0.1	-0.3	14.4	18.1	17.0	8.3	10.3	4.7	ESS 2008
Royaume-Uni	8.1	10.4	8.9	11.7	12.0	10.9	2.3	3.0	2.3	6.9	6.8	5.4	2.9	3.0	-1.9	11.2	11.7	6.8	ESS 2008
États-Unis	27.2	27.7	23.4	17.8	18.0	14.1	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	CPS 2008
Moyenne OCDE	5.3	8.2	6.9	7.9	8.8	7.3	4.0	4.6	4.2	5.4	5.8	5.5	9.4	8.9	5.6	8.3	8.1	4.8	-
Moyenne UE21	5.5	7.9	6.8	7.8	8.6	7.2	3.2	3.8	3.3	5.9	6.4	6.0	8.9	8.1	4.8	9.2	8.9	5.4	-
Autres G20																			
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Féd. de Russie	-7.4	-3.0	-1.9	2.6	2.9	2.3	1.5	1.6	1.9	3.6	3.7	3.6	13.2	11.1	8.0	3.7	3.0	1.2	ESS 2008
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	-

Remarques : les calculs sont fondés sur la méthode traditionnelle des moindres carrés parmi les adultes âgés de 25 à 64 ans. Les données dans les cellules grisées sont statistiquement significatives et différentes de zéro à un niveau de confiance de 95 %. Les modèles non linéaires (méthodes Probit) produisent des résultats similaires.

Source : Enquête sociale européenne (ESS) de 2008 ; Enquête sociale générale (GSS) pour le Canada et la Nouvelle-Zélande ; Lifelong Education Survey, 2009, KEDI, pour la Corée ; Current Population Survey (CPS), 2008, pour les États-Unis. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470414>

Chapitre

B

LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES INVESTIES DANS L'ÉDUCATION



Classification des dépenses d'éducation

Les fonds consacrés à l'éducation sont classés dans cet indicateur selon les trois dimensions suivantes :

- La première dimension – représentée par l'axe horizontal dans le tableau ci-dessous – définit la destination des fonds. Les ressources consacrées non seulement aux établissements et aux universités, mais aussi aux ministères de l'Éducation et à d'autres agences qui ont pour vocation de dispenser ou de soutenir l'enseignement, constituent l'une des composantes de cette dimension, tandis que les dépenses d'éducation en dehors des établissements d'enseignement constituent l'autre composante.
- La deuxième dimension – représentée par l'axe vertical dans le tableau ci-dessous – a trait aux biens et services acquis. Les fonds affectés aux établissements d'enseignement ne peuvent pas tous être classés comme des dépenses directes en matière d'enseignement ou d'éducation. Dans de nombreux pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement proposent non seulement des services en matière d'enseignement, mais également divers types de services auxiliaires dans le but d'aider les élèves/étudiants et leur famille. À titre d'exemple, citons les repas, le transport, le logement, etc. Par ailleurs, il convient de souligner que la part des ressources consacrées aux activités de recherche et développement peut être relativement importante dans l'enseignement tertiaire. Les dépenses en matière de biens et services d'éducation ne sont pas toutes consenties au sein des établissements d'enseignement. Les familles peuvent en effet acheter du matériel et des manuels scolaires elles-mêmes ou payer des cours particuliers à leurs enfants.
- La troisième dimension – représentée par les couleurs dans le tableau ci-dessous – sert à classer les fonds par provenance. Ce tableau comprend les ressources du secteur public et d'agences internationales (indiquées en bleu clair) et celles des ménages et autres entités privées (indiquées en bleu moyen). Dans les cas pour lesquels les dépenses à caractère privé sont subventionnées par des fonds publics, les cellules du tableau sont colorées en gris.

■ Fonds publics
 ■ Fonds privés
 ■ Fonds privés subventionnés

	Dépenses au titre des établissements d'enseignement (exemple : écoles, universités, administrations et services d'aide aux élèves/étudiants)	Dépenses d'éducation en dehors des établissements d'enseignement (exemple : acquisition de biens et services d'éducation, y compris cours particuliers)
Dépenses d'éducation	<i>Exemple</i> : dépenses publiques en matière de services d'éducation dans les établissements d'enseignement	<i>Exemple</i> : dépenses privées subventionnées liées à l'achat de livres
	<i>Exemple</i> : dépenses privées subventionnées en matière de services d'éducation dans les établissements d'enseignement	<i>Exemple</i> : dépenses privées liées à l'achat de matériel et de manuels scolaires et aux cours particuliers
	<i>Exemple</i> : dépenses privées en matière de droits de scolarité	
Dépenses en matière de recherche et développement	<i>Exemple</i> : dépenses publiques au titre de la recherche dans les établissements d'enseignement tertiaire	
	<i>Exemple</i> : fonds privés consacrés à la recherche et développement dans les établissements d'enseignement	
Dépenses en matière de services d'éducation autres que l'enseignement	<i>Exemple</i> : dépenses publiques en matière de services auxiliaires (repas, transport scolaire ou logement en internat)	<i>Exemple</i> : dépenses privées subventionnées au titre des frais de subsistance ou des réductions des frais de transport
	<i>Exemple</i> : dépenses publiques au titre des droits liés aux services auxiliaires	<i>Exemple</i> : dépenses privées au titre des frais de subsistance ou de transport

Champ couvert par l'indicateur

Pour les indicateurs B1, B2 et B3

Pour les indicateurs B4 et B5

Pour l'indicateurs B6



Extrait de :
Education at a Glance 2011
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2011-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Quelles sont les retombées sociales de l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2011 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2011-15-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.